

EL DJAZAIR.com

(www.eldjazaircom.dz)

N° 14 – mai 2009 (P. 104 à 106)



Enjeux

Création d'une Fédération maghrébine des TIC

Par F.B

Ingénieur en génie civil de l'école polytechnique d'Alger, Antri Bouzar est président de l'association algérienne des technologies de l'information (AITA), Pdg de la société ABM spa qu'il a créée en 1990, il consacre toute sa carrière à l'entrepreneuriat et participe à créer d'autres sociétés dans le secteur des TIC.



EIDjazaircom : Quelles sont les initiatives que vous avez impulsées et celles que vous attendez dans le cadre de la coopération TIC Maghreb?

Mohamed Antri Bouzar : Pour répondre clairement à votre question, il faut d'abord dire qu'AITA, créée en 2004, est composée de chefs d'entreprises qui représentent près de 60% du marché des TIC en Algérie. Représentant un tel potentiel, AITA a dès sa naissance intégré plusieurs organisations internationales et régionales des TIC, conformément à ce que stipulent ses statuts. Ainsi, AITA est membre d'AFICTA, l'Association Africaine des Technologies de l'Information. Elle est également membre de IJMA3, l'Association Arabe des Technologies de l'Information depuis la rencontre de mars 2005 à Charm Elkhay – Egypte, où elle a été élue vice-présidente de cette organisation. Enfin AITA est membre de l'alliance mondiale des associations des technologies de l'information et des services, la WITSA depuis son congrès le 2 mai 2006 à AUSTIN, USA.

Il faut savoir que l'association marocaine des TIC, l'APEBI, fait elle aussi partie de ces organisations professionnelles internationales tout comme l'association tunisienne

qui a intégré la WITSA à la veille de la tenue du sommet mondial de la Société de l'Information de TUNIS en 2005.

Tout cela pour faire comprendre que les associations algérienne, marocaine et tunisienne des TIC sont déjà des parties actives d'associations professionnelles internationales et régionales des TIC.

Donc, même s'il y a eu jusqu'à présent très peu de contacts directs entre ces associations, il est logique et souhaitable de penser qu'on ne peut que s'acheminer dans l'avenir vers une fédération maghrébine des TIC regroupant les trois associations de chacun de nos pays.

Il est connu que chacun de ces pays a entrepris l'effort de mise en place d'une stratégie nationale de développement des TIC qui garantisse son développement économique et social et lui permette d'accéder à la société de l'information, société moderne qui se développe puissamment chaque jour à travers l'ensemble de la planète.

Ceci étant, il faut cependant clairement reconnaître qu'aucune initiative concrète et suivie de notre part ou de celle de nos partenaires marocains et tunisiens n'a été entreprise, si ce n'est le vœu formulé, il y a peu, de mettre rapidement en place une fédération maghrébine des TIC à l'occasion d'un événement professionnel tel le MED IT de cette année.

La raison principale du retard sur un tel projet est que chaque association est fortement impliquée pour l'heure, dans chacun de nos pays, dans l'effort d'assurer le développement et le succès de plans stratégiques nationaux, novateurs certes, mais nécessitant le rassemblement prioritaire de toutes les compétences afin d'en assurer le décollage.

Ceci dit, et positivement animés par l'expérience locale qui ouvre des perspectives d'une coopération diversifiée, nous allons profiter de la tenue du MED IT et du fait que des dirigeants des associations marocaine et tunisienne y seront présents pour avoir des contacts approfondis ainsi que les discussions les plus ouvertes possibles sur cette question afin d'engager un processus crédible qui aboutira d'un commun accord à la naissance de cette fédération maghrébine espérée par tous. Nous espérons, dans le même sens, que les responsables de l'association libyenne des TIC seront aussi présents à Alger à cette occasion afin que cette initiative porte en elle les éléments les plus complets de son succès pour aider au mieux le développement des TIC dans cette région sensible du monde qui est la notre.

Il est ainsi clair et raisonnable qu'une telle fédération maghrébine, dans le sens le plus opérationnel et le plus fructueux pour tous ses membres, ne peut être érigée de façon forte et durable qu'à l'issue de rencontres multiples qui auront pour objet de préciser et d'unir en toute transparence l'initiative et les compétences des partenaires qui la composent.

ELDjazaircom : Quelle conception AITA a-t-elle de son rôle et développe-t-elle au sein des milieux professionnels ?

Mohamed Antri bouzar : Le but premier de notre association est d'abord de rassembler les différentes branches de la profession des TIC, parmi lesquelles on peut citer les assembleurs, les industriels du logiciel ou software, les distributeurs de produits et de solutions, les intégrateurs, etc. Il s'agit ainsi pour AITA d'organiser dans les meilleures conditions les échanges et les rapports entre professionnels sur l'ensemble du territoire national en leur donnant les moyens associatifs d'intervenir pour promouvoir ce secteur moderne et, comme chacun le sait aujourd'hui, secteur fondamental pour toutes les activités économiques d'aujourd'hui et de demain.

Intimement liée à cette préoccupation de tous les jours, AITA se doit dans le même temps de développer ses liens, dans le cadre du partenariat public-privé, avec toutes les administrations et institutions publiques d'Etat concernées par le devenir de ce secteur et le devenir de l'économie du pays en général. Par cette activité, on peut considérer AITA comme le vis-à-vis autorisé et reconnu des professionnels des TIC pour la transmission et les échanges continus de leurs avis, de leurs propositions et doléances vers les décideurs économiques et administratifs du pays et vice versa.

Enfin, quand on observe le programme d'activités d'AITA de 2008/2009, par exemple, on se rend compte du rôle positif qu'effectue l'association par l'organisation de conférences professionnelles avec des intervenants de haut niveau, par la participation de ses membres à des commissions officielles d'étude et de suivi du projet e-Algérie 2013, par ses contacts suivis avec les responsables du développement des parcs technologiques et son appui aux principales rencontres et principaux salons des TIC en Algérie et à l'étranger, etc.

ELDjazaircom : Comment voyez-vous le développement entre le secteur professionnel des TIC qui est le votre et celui de l'université ?

Mohamed Antri bouzar : Comme je viens de le souligner plus haut, nous sommes des professionnels engagés depuis de longues années sur le terrain et nous savons par toute notre expérience de gestion, ce que ce secteur porte des difficultés mais surtout de perspectives favorables pour son développement. Notre attente concernant l'université est grande. L'essentiel pour notre association est, par exemple, que nous sommes bien placés pour contribuer à des rapports d'adéquation actifs entre l'université et l'emploi au moins dans le secteur des TIC. Notre secteur a d'abord besoin, aujourd'hui et demain, de plus d'ingénieurs et de compétences de haut niveau formés par nos universités. Un autre besoin, énorme, est celui de la formation d'un nombre toujours plus grand de techniciens supérieurs. Nous avons dans ce sens des suggestions quant à la question des programmes universitaires et de la nécessité d'orienter plus et mieux les étudiants et la recherche vers l'innovation dans ce secteur. L'innovation est capitale, c'est en grande partie elle qui permettra de trouver les solutions les plus adaptées aux multiples problèmes des sociétés, de l'industrie et des services pour plus de performance et de compétitivité. Comme exemple, on peut suggérer que les étudiants au cours de leur cycle d'études

passent des stages de courte durée dans les entreprises du secteur des TIC pour mieux connaître la réalité des milieux professionnels dans lesquels ils auront à faire carrière et commencer déjà à assimiler sur place ses valeurs de travail, d'organisation, de compétition et autres.

ELDjazaircom : Quelle est la lecture AITA du programme e-Algérie 2013 ?

Mohamed Antri bouzar : Pour relancer le secteur IT, le gouvernement algérien a lancé récemment cet ambitieux programme : e-Algérie 2013. Ce programme, doté d'un important budget, vise à hisser le pays parmi les 30 premiers pays du monde les plus dynamiques dans le domaine de l'économie du savoir, de l'innovation technologique.

Ce programme couvre plusieurs volets notamment l'équipement des ménages, des entreprises et des administrations par la facilitation des procédures pour la création de PME dédiées aux TIC et l'acquisition des outils/TIC dans les meilleurs délais. Il s'agit également de prise de mesures incitatives pour encourager les investissements dans les TIC et le renforcement des capacités de formation en TIC dans l'enseignement supérieur et généraliser l'utilisation de l'outil informatique en équipant les enseignants et les étudiants.

Le programme vise également à promouvoir l'e-administration pour faciliter les relations entre administrations et administrés. Ce qui constituera un des plus vastes chantiers de modernisation jamais entrepris en Algérie. Ce programme sera un levier de croissance pour les entreprises du secteur des TIC.